

## « Les accusations de Moïse Katumbi sont ridicules ! »

RD CONGO Le patron des services de Renseignement répond à l'ex-gouverneur du Katanga et dénonce les manœuvres régionales.

**R**idicule... Ce sont des accusations ridicules portées contre mes services. Ce n'est pas ainsi que l'on fait de la politique... »

Sans crainte de se répéter, Kalev Mutomb, le très influent directeur de l'ANR - Agence nationale de Renseignement - assène sa réponse aux accusations, ou plutôt aux questions, que se posait, dans nos colonnes - *Le Soir* du 31 janvier - l'ex-gouverneur du Katanga Moïse Katumbi, à propos d'un accident de circulation survenu en plein cœur de Lubumbashi, où son véhicule avait été violemment heurté par un minibus. Accident dont il s'était sorti avec de multiples contusions et de violents maux de tête...

Récusant formellement les soupçons de son « frère » Katumbi (les deux hommes sont d'origine katangaise) Kalev Mutomb s'interroge : « Avant les

élections de 2006 ou celles de 2011, quel homme politique avons-nous menacé ou éliminé ? Il y avait 33 candidats en 2006, ils étaient 11 en 2011, tous ont sillonné le pays, mené campagne sans être inquiétés. La mission que nous assigne la Constitution, c'est d'assurer la sécurité de tout le monde... »

Allant plus loin, il s'interroge à propos de l'ancien gouverneur du Katanga : « Il n'a même pas déclaré s'il serait ou non candidat ! Je ne vois pas pourquoi il devrait courir le moindre danger... La réalité, c'est qu'il a été victime d'un banal accident de la route. Toute autre accusation, c'est ridicule. Ce n'est pas avec de tels moyens que l'on mène campagne... Tout cela n'est que du tapage médiatique... »

Par contre, Kalev Mutomb, loin de démentir ou de relativiser, confirme les graves accusations formulées par des experts de l'ONU, qui, dans un rapport confidentiel récemment divulgué par l'Agence France-Presse, expliquent comment 18 réfugiés burundais, qu'ils ont interrogés, auraient été recrutés dans le camp de réfugiés de Mahama au Rwanda. Durant deux mois, ils y auraient reçu un entraînement mili-

taire avant d'être renvoyés dans leur pays. Les réfugiés, parmi lesquels six mineurs, auraient montré aux experts de fausses cartes d'identité congolaises, fabriquées au Rwanda !

### « Un plan machiavélique »

A ce sujet, Kalev Mutomb rappelle que, voici trois ans, lors de sa défaite, le mouvement rebelle congolais M-23 (dirigé par des Tutsis liés à Kigali)

avait, en quittant Rushuru (Nord-Kivu) pour le Rwanda, emporté du matériel électoral congolais. « A l'époque, nous avons conclu qu'il s'agissait d'un simple vol... Aujourd'hui, nous découvrons qu'il s'agissait d'un plan machiavélique : à partir du fichier électoral de la RDC, fabriquer de fausses cartes d'électeur congolais, (tenant lieu de documents d'identité, NDLR) et les distribuer à des ressortissants burun-

dais afin qu'ils puissent ainsi, depuis notre territoire, s'introduire au Burundi et déstabiliser leur pays... » Non content de reconnaître que 48 Burundais détenteurs de fausses cartes d'électeur ont ainsi été identifiés et arrêtés, le « patron » de l'ANR assure qu'« il ne s'agissait là que d'un échantillon. Des milliers d'autres documents d'identité ont ainsi été fabriqués dans un pays voisin... »

Une entreprise dénoncée avec force : « Nous ne pouvons tolérer que notre territoire serve de base arrière à la déstabilisation de nos voisins. Nous-mêmes, nous avons déjà vécu cela et nous entendons sécuriser la frontière avec nos neuf voisins. Qu'il s'agisse du Burundi, du Rwanda, du Sud-Soudan, de l'Angola, nous n'allons pas accepter de telles manœuvres... » ■

COLETTE BRAECKMAN